

Stratégies des mouvements féministes face aux défis politico-religieux dans les conférences mondiales onusiennes de 1990 à 2005

Monique Dental *

La montée en puissance des mouvements politico-religieux

En 1989, la première affaire du foulard, à Creil en France, retentit en écho aux fêtes du bicentenaire de la Révolution française. Dans le même temps, la révolution iranienne de 1979 qui a eu des répercussions dans le monde musulman, favorise en particulier le sursaut islamiste en Algérie.

En mars de cette même année, des associations de femmes algériennes organisent en Algérie une manifestation contre le Code de la Famille. Elles appellent les féministes du monde entier à venir les soutenir. C'est ainsi que je me suis rendue en Algérie pour représenter le Collectif Féministe « Ruptures » dans la délégation de femmes féministes françaises. Nous y avons établi les premiers liens qui n'ont fait que se renforcer depuis.

Toujours en 1989, les 30 novembre et 1^{er} décembre se tient à Alger la première Rencontre nationale des femmes algériennes. Elles revendiquent leur existence en tant que mouvement de femmes indépendant et adoptent une plateforme d'actions.¹

En octobre 1993 à Alger, au colloque « Folie au féminin », Elisabeth Zucker est informée par des militantes d'associations de femmes algériennes des premiers massacres par le GIA (Groupe Islamique Armé) de femmes exerçant le métier

1. Bulletin du Réseau Féministe « Ruptures » 1990.

* Fondatrice du Réseau Féministe « Ruptures » ; animatrice des activités en réseau dans la mixité

de coiffeuse dans la plaine de la Mitidja. Celles-ci deviennent les premières cibles symboliques des intégristes qui s'attaquent rapidement à toutes les femmes en général.

Elisabeth Zucker, Claude Charron et moi, nous décidons d'organiser le 1^{er} novembre 1993 à Paris une rencontre d'informations destinée aux associations du mouvement féministe français. J'y propose de créer un réseau international de solidarité avec les femmes algériennes, le RISFA, dont la première réunion aura lieu le 17 mars 1994. C'est ainsi que s'organiseront des réseaux de solidarité à Paris, puis à Toulouse, auxquels participent de nombreuses femmes algériennes contraintes à s'exiler en France.

En mars 1994, des associations de femmes algériennes organisent une grande manifestation à Alger contre la violence islamiste en Algérie. Elles attendent des Françaises un soutien international.

Le 25 avril, le RISFA organise son premier rassemblement sur le parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro à Paris, en solidarité avec les femmes algériennes assassinées : « Contre l'exclusion, l'obscurantisme et tous les intégrismes religieux ». Du 5 au 13 septembre, une campagne de pétitions est lancée : « Des intégrismes contre les femmes » à l'occasion de la Conférence mondiale des Nations-Unies sur la Population et le développement.²

Cette activité en réseau suscitée par le RISFA a été possible grâce au travail de solidarité impulsé antérieurement. Ainsi, le Collectif Féministe « Ruptures » avait, pour sa part, mis au point des stratégies avec les associations de femmes iraniennes en exil luttant notamment contre les lapidations. Il avait également été en contact avec d'autres associations de femmes dans un certain nombre de pays (comme le Réseau Femmes Sous Lois Musulmanes) qui dénonçaient la résurgence de différents intégrismes traditionnels. Or ces « traditionnalistes », en se nourrissant de l'émergence de « l'intégrisme islamique », devenaient à leurs yeux de plus en plus menaçants.

2. Tract dossier de l'action RISFA, Centre d'Archives et de Documentation du Réseau Féministe « Ruptures », 1994.

Les stratégies de pénétration des mouvements intégristes dans les institutions internationales et les ripostes des ONG indépendantes.³

Ces stratégies sont de deux ordres : être représentées au sein des ONG par leurs propres associations de femmes ; utiliser les délégations étatiques comme vecteurs de leur idéologie.

C'est à la *Conférence Mondiale des Nations Unies sur la Population* qui s'est tenue au Caire (Egypte) en 1994 que les Etats et les pouvoirs intégristes se sont manifestés, pour la première fois, de manière organisée. Les enjeux de cette conférence qui portaient sur des questions de démographie furent très rapidement ressentis comme essentiels par les ONG féministes présentes. A cette occasion, des voix convergentes intégristes se sont manifestées de manière spectaculaire pour condamner les propositions des Nations Unies, mettant ainsi en cause les « droits acquis pour les femmes en matière de procréation ». ⁴

Les ripostes menées par les ONG de femmes et de féministes pousseront les membres de la délégation étatique française à présenter un texte de compromis sauvegardant le droit à la contraception et à l'avortement. Cette alliance pour protéger les droits des femmes menacés s'est organisée en contrepouvoir face à l'émergence d'une « internationale intégriste » composée des pays conservateurs musulmans derrière l'Iran et l'Arabie Saoudite, alliés de circonstance avec les pays conservateurs catholiques derrière le Vatican.

Ensuite, à la Conférence onusienne de la région Europe (UNECE) à Vienne en octobre 1994, de nouvelles divergences émergent. Des ONG de femmes polonaises ont pris position contre l'IVG.

La 4^{ème} *Conférence mondiale des Nations Unies sur les Droits des Femmes* à Pékin (Chine), août 1995.

C'est au cours du Forum alternatif des ONG intitulé « Voir le monde avec des yeux de femmes » que s'est organisé, de ma-

3. ONG : Organisations Non Gouvernementales indépendantes des Etats.

4. Bulletin du Réseau Féministe « Ruptures » n° 120, septembre 1994.

nière concertée, le rapport de force des associations de femmes et de féministes contre les intégrismes religieux.

Nous avons constaté avec surprise la présence massive d'ONG paraétatiques intégristes qui n'avaient pas leur place dans une conférence mondiale portant sur les droits des femmes dans le monde. Le Vatican, de son côté, avait envoyé des « porte-paroles » nombreux, issus des ONG pro-life (la plupart venant des Etats-Unis) qui luttent contre le droit à l'avortement.

Les stratégies des Etats intégristes et de leurs ONG ne sont pas apparues de façon homogène. Au début, des membres d'associations intégristes ont tenté de nous prendre à témoin de leurs revendications, en invoquant la solidarité avec les autres femmes. Ces « femmes islamistes égalitaires » prônaient un discours égalitariste en s'adressant aux ONG de femmes présentes comme à « leurs sœurs », en arguant du fait qu'elles étaient porteuses de revendications similaires aux nôtres, bien que placées dans un contexte culturel différent.

Puis, face à notre indifférence, des ONG intégristes, venant en particulier d'Iran, ont pris le relais en tentant d'interrompre, à plusieurs reprises, le travail des ateliers portant sur la lutte contre les intégrismes et la lutte contre les fondamentalismes. N'y parvenant pas, elles ont modifié les titres de leurs ateliers en introduisant le terme religion, comme par exemple l'atelier dénommé « Questions autour des religions ».

Devant l'argument qui leur était opposé concernant la nécessaire séparation de la religion et de l'Etat pour garantir les droits des femmes, des militantes de ces ONG finirent par imposer l'idée que seules les femmes musulmanes seraient habilitées à prendre la parole sur ce sujet.

Le débat a fait place rapidement à la virulence des attaques, tant du côté des délégations étatiques que de celui des ONG-croupions au service des États. A la Conférence des États, un délégué du gouvernement iranien a demandé l'expulsion d'une féministe française d'origine iranienne de la délégation du Réseau Féministe « Ruptures » qui s'était opposée ouvertement aux menaces d'ONG intégristes.⁵

5. Compte-rendu public de la Conférence mondiale sur les Droits des Femmes, Collectif Féministe « Ruptures », AGECA, octobre 1995.

Pour les contrer, les ONG de femmes et de féministes ont organisé des manifestations journalières sur le site de la Conférence, comme en témoigne Jamileh Nedai par un film.

La résistance s'est organisée à l'initiative d'ONG de femmes maghrébines de « Maghreb 95 », « Maghrébines Solidaires » et de « Femmes iraniennes contre la lapidation ». Elles ont été immédiatement soutenues par des féministes françaises du Réseau Féministe « Ruptures », de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF), de l'association Femmes Solidaires, qui se sont heurtées aux intégristes islamistes, hommes et femmes menaçants, qui n'ont pas hésité à les photographier et à les « ficher ».

La collusion de tous les intégrismes religieux s'est exprimée au grand jour lorsque des délégations étatiques ont tenté à nouveau de mettre en cause les droits acquis en matière de libre choix de maternité et de sexualité. Finalement, la lutte acharnée de ces ONG et leur solidarité a permis le maintien du terme « égalité » dans la plateforme finale d'action issue de la Conférence mondiale, alors que les États et les ONG intégristes voulaient lui substituer celui d'« équité ». L'extrémisme religieux y est explicitement « condamné pour les menaces qu'il fait peser sur les femmes, conduisant à la violence et à la discrimination ».⁶

Les contributions du Forum Alternatif des ONG de femmes et de féministes à la Conférence mondiale onusienne sur les droits des femmes, Huairou, août 1995

Après avoir :

- dressé un état des lieux des exactions intégristes à l'encontre des femmes dans le monde ;
- constaté les limites du droit international face à la revendication d'un statut de « réfugiée politique pour fait de sexisme » ;
- mis en cause les codes de statut personnel qui régissent la vie de millions de femmes dans le monde (en particulier celles qui sont présentes sur notre sol dans le cadre du regroupement familial) ;

6. Rapport alternatif des ONG « Voir le monde avec des yeux de Femmes ». Dossier sur la Conférence de Pékin. Centre d'Archives et de Documentation du Réseau Féministe « Ruptures ».

- considéré la force que représentent les femmes par leurs mobilisations ;
- analysé en ateliers et en séances plénières les stratégies utilisées par les associations intégristes,

le Forum alternatif a élaboré différentes revendications :

Au niveau national en France :

- faire bénéficier toutes les femmes vivant en France, françaises et immigrées, des mêmes droits ;
- retrait des mentions discriminatoires envers les femmes originaires de pays vivant sous lois musulmanes stipulées dans les Conventions bilatérales passées entre la France et les pays d'immigration.

Au niveau international :

- intégration du statut de réfugiée politique pour fait de sexisme dans la Convention de Genève (La Ligue Internationale du Droit des Femmes et Réseau Féministe « Ruptures ») ;
- mesures de protection à prendre par les États pour les femmes victimes de l'intégrisme musulman : femmes iraniennes, algériennes, pakistanaïses, ainsi que pour celles victimes de l'intégrisme juif et catholique ;
- refus de la ségrégation pratiquée à l'égard des athlètes féminines par les organisateurs des Jeux Olympiques d'Atlanta ;
- interdire la participation de délégations composée uniquement d'hommes aux manifestations sportives internationales (Association Atlanta Plus).

Ayant pris conscience que les intégristes religieux sont les tenants les plus acharnés d'une remise en cause des droits humains des femmes au niveau international, il appartenait aux ONG de femmes et de féministes de définir des stratégies pour s'opposer à l'alliance des intégrismes désireux d'investir les institutions sur la scène internationale. Surmontant leurs clivages, les associations indépendantes sont parvenues à se mettre d'accord sur un minimum d'idées communes pour exiger que « les délégations étatiques s'engagent fermement à veiller à toutes dérives archaïsantes que la contagion intégriste provoque dans les pays démocratiques ». ⁷

7. Ibid.

Néanmoins des questions demeuraient : pourquoi les intégristes ont-ils besoin de réaliser une telle hégémonie sur le monde ? Pourquoi celle-ci passe-t-elle prioritairement par la domination des femmes qui subissent leurs exactions au quotidien ? Dans un contexte politique international de globalisation de l'économie, quels intérêts communs ont les intégrismes religieux à tisser des alliances ?

De la conférence de Pékin, nous retiendrons que les avancées pour les femmes ont été fragilisées par la violence des intégrismes religieux qui ont été perçus comme le danger le plus grand de remise en cause des droits des femmes dans le monde pour les années à venir.

L'organisation des réseaux en France après la Conférence de Pékin

C'est en faisant ce constat que des associations ont décidé de s'organiser en réseau international de lutte contre tous les intégrismes en constituant le Réseau Femmes contre les intégrismes, basé à Lyon. Ce dernier, avec le Réseau Femmes Sous Lois Musulmanes, qui existait antérieurement, s'est donné comme objectif d'« alerter l'opinion publique internationale sur les agissements des intégristes contre les femmes ; de poursuivre la solidarité avec leurs victimes ; d'organiser la résistance contre la prise du pouvoir par les intégristes ». ⁸

Les ONG des associations de femmes et de féministes qui ont participé aux Conférences mondiales ont d'abord joué un rôle de contre-pouvoir, puis progressivement au cours des années, face à l'ascendant prise par des délégations favorables aux intégrismes et aux pouvoirs religieux, elles ont perdu leur capacité critique collective. Là se trouvent les limites des ONG dans les Conférences Mondiales : le système onusien en place sait les solliciter uniquement quand leurs propositions servent les intérêts des Etats.

Quelques années plus tard, la Marche Mondiale des Femmes en 2000, puis des associations féministes impliquées dans les Forums Sociaux Mondiaux (FSM) et les Forums Sociaux Euro-

8. Interview de Monique Dental, journal Vert-contact du 1er au 7 mars 1997, Paris.

péens (FSE) à partir de 2001 ont pris le relais et redonné toute sa vigueur à la lutte. Cependant, la question demeure donc pour les ONG de femmes et de féministes : peuvent-elles redevenir un contre-pouvoir dans les conférences mondiales onusiennes ?

A partir des années 2000, en Europe, la stratégie d'entristisme généralisée renforce l'avancée des intégrismes religieux au niveau international

L'infiltration des forces politico-religieuses au cœur même des espaces de résistances et d'alternatives à l'échelle de l'Europe et du monde va provoquer de nouvelles divisions dans le camp des progressistes.

Au cours de la préparation du FSE à Saint-Denis en 2003, des propos virulents sont tenus par des membres du Mouvement Immigration Banlieue (MIB) et de l'association Présence Musulmane envers des militantes féministes des associations Femmes Solidaires, Réseau Féministe « Ruptures », Marche Mondiale des Femmes notamment, lesquelles ont été taxées de « racistes » et soupçonnées d'« islamophobie ». Les droits des femmes à l'égalité sont déniés aux femmes au nom de dogmes religieux ou de pratiques « culturelles ».

Ces attitudes révèlent des fonctionnements anti-démocratiques qui ont conduit à des dérives répétées lors de la tenue du FSE. Les intimidations et les coups de force de quelques-uns n'étant pas critiqués, ces militants l'ont traduit comme un assentiment.

Ce sont par ailleurs des raisons tactiques, visant à préserver des alliances avec des mouvements de jeunes des banlieues d'origine maghrébine, qui ont conduit des militant-es, organisateurs des FSE à se taire sur des attitudes réactionnaires, dans l'espoir de les « gagner » au mouvement alter-mondialiste. Or, cet espoir est apparu vain.⁹

« Le développement des mouvements politico-religieux, les silences et les complaisances qu'ils rencontrent ont pour conséquence un indéniable recul des droits des femmes et des

9. Voir à ce sujet le dossier d'étude du Réseau Féministes « Ruptures » sur le FSE de Bobigny, 2003.

droits humains en général. Face à ces attaques, frontales ou insidieuses, des associations féministes ont résisté ; elles ont combattu et continuent de le faire en affirmant leur exigence de liberté et d'égalité ». ¹⁰

Ces situations, symptomatiques d'un climat et d'un contexte général très dégradés, préludent à la période de grande confusion dans laquelle nous vivons.

10. Cette analyse est développée dans la brochure « Luites féministes contre les intégrismes, les pouvoirs politico-religieux et pour la laïcité en France de 1989 à 2009. Chronologie », parue en octobre 2010.